

GUIDE D'IDENTIFICATION DES ACTIVITÉS NON RÉGLEMENTÉES
Édition du 7 octobre 1999

Avertissement :

Ce guide a été élaboré avant l'adoption, le 16 juin 2000, du projet de loi numéro 116 modifiant la *Loi sur la Régie de l'énergie*. Il doit donc être interprété en conséquence.

ACTIVITÉS NON RÉGLEMENTÉES D'HYDRO-QUÉBEC

GUIDE D'IDENTIFICATION

Direction Affaires réglementaires et tarifaires

Le 7 octobre 1999

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
CONTEXTE	2
ACTIVITÉS ASSUJETTIES À LA <i>LOI SUR LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE</i>	
APPLICATION DE LA LOI ET COMPÉTENCE DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE	3
DROIT EXCLUSIF ET OBLIGATION DE SERVIR	3
APPROBATIONS ET AUTORISATIONS SPÉCIFIQUEMENT REQUISES DE LA RÉGIE	4
ACTIVITÉS RÉGLEMENTÉES	5
ACTIVITÉS NON RÉGLEMENTÉES	5
MARCHE À SUIVRE PAR LE GESTIONNAIRE	7
ANNEXE:	
FICHE D'IDENTIFICATION DES ACTIVITÉS NON RÉGLEMENTÉES	

CONTEXTE

Le présent guide a pour but de fournir des critères d'identification préliminaire des activités non réglementées d'Hydro-Québec afin d'y associer des centres de coûts existants et au besoin à apporter à ces derniers les adaptations nécessaires afin de mieux distinguer les activités non réglementées.

Ces critères ne sont ni exhaustifs ni définitifs puisqu'ils découlent d'une première décision pertinente (décision D-99-120 du 16 juillet 1999) rendue par la Régie de l'énergie (la «Régie») concernant les principes généraux en matière réglementaire pour la détermination et l'application de tarifs à être fixés à l'égard du transport d'électricité lors d'audiences ultérieures (R-3405-98).

Bien que cette audience n'ait traité que des activités de transport d'électricité d'Hydro-Québec, il est prévisible que les principes réglementaires alors adoptés s'appliqueront également à ses activités de distribution d'électricité, incluant les services à la clientèle et les ventes aux grandes entreprises. Quant aux activités de fourniture d'électricité (production et approvisionnements énergétiques) et d'expertise ou de commerce international, elles n'y ont pas été spécifiquement traitées.

Dans sa décision D-99-120, la Régie a énoncé, entre autres, les principes généraux suivants:

- la primauté de la *Loi sur la Régie de l'énergie* comme critère d'identification des activités réglementées; et
- la séparation des activités réglementées et non réglementées selon la méthode du coût complet¹.

Malgré le caractère général de ces principes d'identification et de séparation, il est possible d'en déduire des critères d'application dans le but de cerner le contenu et le coût d'une activité non réglementée. Toutefois, tel qu'indiqué plus haut, le présent guide ne s'adresse qu'à l'identification des activités non réglementées et ne traite pas du volet de la séparation de leurs coûts.

Les critères d'identification décrits ci-après seront utiles à la première étape d'identification des activités non réglementées. À cet effet, les responsables d'activité doivent compléter une **Fiche d'identification des activités non réglementées** (en annexe) pour toute activité qui pourrait être qualifiée comme non réglementée, i.e. toute activité qui n'est pas directement ou indirectement liée au droit exclusif et à l'obligation de servir d'Hydro-Québec, tel qu'expliqué ci-après.

Cette étape devrait être suivie d'une analyse plus approfondie des objectifs visés et des moyens utilisés pour chaque activité afin de s'assurer de son statut ainsi que de l'intégrité de ses composantes. Lors de l'audience R-3405-98, Hydro-Québec a

¹ La Régie a toutefois laissé entendre qu'elle examinerait plus tard, cas par cas, la question des prix de cession à utiliser lors de transactions avec des entités non réglementées.

d'ailleurs clairement indiqué sa volonté de rendre compte cas par cas des activités non réglementées à la Régie.

Compte tenu de cette décision D-99-120 de la Régie et de l'absence actuelle d'une décision du gouvernement du Québec concernant l'Avis émis en août 1998 par la Régie sur la tarification de la fourniture d'électricité par Hydro-Québec, **cette première version du *Guide d'identification des activités non réglementées* ne considère que les activités associées ou périphériques aux fonctions du transport et de la distribution d'électricité, incluant les services à la clientèle et les ventes aux grandes entreprises, et celles qui sont clairement indépendantes des services d'électricité.**

ACTIVITÉS ASSUJETTIES À LA LOI SUR LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE

1. APPLICATION DE LA LOI ET COMPÉTENCE DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE

Toute activité liée au **transport** et à la **distribution** de l'électricité est assujettie à la *Loi sur la Régie de l'énergie* (article 1) et Hydro-Québec est appelée à en rendre compte à la Régie afin que cette dernière, en vertu de l'article 31 de cette loi, exerce sa compétence en matière de:

- fixation ou modification des tarifs et des conditions auxquels l'électricité est transportée ou fournie par Hydro-Québec;
- surveillance des opérations d'Hydro-Québec afin de s'assurer que les consommateurs aient des approvisionnements suffisants et paient selon un juste tarif;
- approbation du plan de ressources d'Hydro-Québec;
- examen de toute plainte d'un consommateur sur l'application d'un tarif ou d'une condition de fourniture ou de transport d'électricité;
- décision d'une demande concernant l'installation de poteaux, fils, conduits et autres appareils en vertu de l'article 30 de la *Loi sur Hydro-Québec*.

2. DROIT EXCLUSIF ET OBLIGATION DE SERVIR

L'article 62 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* accorde à Hydro-Québec un **droit exclusif de distribution d'électricité** sur l'ensemble du territoire du Québec, à l'exception des territoires desservis par les distributeurs municipaux, et par conséquent Hydro-Québec est tenue, en vertu de l'article 76 de la même loi, de fournir l'électricité à toute personne qui le demande dans ce même territoire. Cette **obligation de servir** comprend la réalisation des conditions de fourniture et Hydro-Québec peut en être dispensée, dans certains cas approuvés par la Régie, si d'autres sources d'énergie sont disponibles.

Bien que la *Loi sur la Régie de l'énergie* soit muette au sujet du transport d'électricité, les mêmes critères de **droit exclusif** et d'**obligation de servir** s'appliquent de facto à la

division TransÉnergie pour le **transport d'électricité**, en vertu du développement historique d'Hydro-Québec et des pouvoirs spéciaux qui lui sont conférés par l'article 29 de la *Loi sur Hydro-Québec*.

Conséquemment, toute activité qui fait directement ou indirectement partie d'un processus lié aux activités précitées est a priori réglementée alors que toute activité non nécessaire à leur réalisation est a priori non réglementée.

La notion de participation indirecte à un processus lié à une activité réglementée est importante à souligner puisqu'elle permet de considérer réglementés certains services de soutien, accessoires à la fourniture de services réglementés, que l'entreprise réalise à l'interne dans le cours normal de ses opérations parce qu'elle en a décidé ainsi, bien qu'elle puisse les acquérir de l'externe parce qu'il existe un marché concurrentiel pour ces services. D'autre part, toute activité qui ne contribue pas, directement ou indirectement, à l'exercice du droit exclusif et à l'obligation de servir peut être considérée non réglementée, et cela même si cette activité est réalisée par une unité d'affaires dont les principales activités sont réglementées.

3. APPROBATIONS ET AUTORISATIONS SPÉCIQUEMENT REQUISES DE LA RÉGIE

En vertu des articles 72 à 74 de la *Loi sur la Régie de l'énergie*, Hydro-Québec doit obtenir l'approbation ou l'autorisation de la Régie pour:

- adopter son plan de ressources (stratégies de réalisation de l'équilibre entre l'offre et la demande d'énergie);
- acquérir, construire ou disposer des immeubles ou des actifs destinés (à la fourniture,) au transport ou à la distribution d'électricité;*
- étendre ou modifier son réseau de distribution; *
- cesser ou interrompre ses opérations; *
- changer l'utilisation de son réseau de distribution; *
- effectuer une restructuration de ses activités ayant l'effet d'en soustraire une partie de l'application de la *Loi sur la Régie de l'énergie*; *
- exporter de l'électricité hors du Québec, sous réserve de la *Loi sur l'exportation de l'électricité*; *
- conclure un contrat d'achat ou d'échange d'électricité dans les cas que la Régie détermine;
- implanter des programmes commerciaux.

* aux conditions et dans les cas que la Régie fixe par règlement (à être approuvé par le gouvernement), nonobstant toute autre autorisation requise en vertu d'une autre loi.

Bien que certains de ces éléments ne soient pas sujets à la réglementation des tarifs d'Hydro-Québec, la Régie exerce sur ceux-ci un droit de regard afin de s'assurer qu'aucun préjudice ne soit causé aux consommateurs par la réalisation de ces activités.

La Régie ne peut toutefois pas libéraliser les marchés de l'électricité, par exemple modifier les droits et obligations actuellement établis entre les consommateurs et Hydro-Québec et les autres distributeurs (municipaux) d'électricité au Québec, car cette décision relèvera du gouvernement du Québec en vertu du troisième alinéa de l'article 167 de la *Loi sur la Régie de l'énergie*.

ACTIVITÉS RÉGLEMENTÉES

Les activités suivantes, reliées directement ou indirectement au processus de transport ou de distribution d'électricité, sont considérées réglementées:

1. Toutes les activités de construction et d'exploitation des réseaux de transport ou de distribution d'électricité, ainsi que toutes les activités relatives à l'acheminement de l'électricité aux consommateurs.
2. Toutes les activités réalisées à partir de la consommation jusqu'à la facturation de cette consommation, et par la suite l'encaissement des factures et les services à la clientèle.
3. Toutes parties des activités de soutien, de supervision et d'administration générale, relatives à la réalisation des activités précitées (ex: bureau du PDG, Planification stratégique, Finances, Technologies de l'information, Approvisionnements, Ressources humaines, Recherche et développement, etc.).

ACTIVITÉS NON RÉGLEMENTÉES

Les activités suivantes, reliées ou non aux processus de transport ou de distribution d'électricité, sont considérées non réglementées:

1. Toute activité réalisée pour un tiers, i.e. une personne ou une entité autre qu'un consommateur client d'Hydro-Québec, dans le domaine de la construction ou de l'exploitation de réseaux de transport ou de distribution, ou toute activité relative à l'acheminement de l'électricité aux consommateurs clients de ce tiers. On doit inclure une juste part des activités de soutien, de supervision et d'administration générale pertinentes.

Exemples:

Entretien d'un réseau de distribution ou d'un système d'éclairage municipal.

Lecture, mesurage ou facturation de services autres qu'électriques (ex: gaz naturel).

Commercialisation de logiciels de gestion, de procédures d'entretien ou de réparation.

Location ou entretien de canalisations, d'espaces de bureaux ou de garages, de véhicules ou d'équipements, pose d'attaches pour la cablodistribution.

Transport ou entreposage de biens, fourniture de carburant.

Commercialisation de données environnementales, géologiques, géographiques, etc.

Transport ou traitement de données (ex: par fibres optiques).

2. Toute activité réalisée pour un consommateur client d'Hydro-Québec, qui ne concerne pas les activités de construction ou d'exploitation de réseaux de transport ou de distribution, d'acheminement de l'électricité aux consommateurs, de facturation, d'encaissement de factures et de services à la clientèle. On doit inclure une juste part des activités de soutien, de supervision et d'administration générale pertinentes.

Exemples:

Gestion de la consommation, entretien d'un système d'éclairage ou de climatisation d'un centre commercial.

Entretien de voies d'accès et de routes, déneigement, excavation, émondage, etc.

Analyse énergétique ².

Vente, location ou entretien de thermostats ³, de chauffe eau, de génératrices d'électricité, de systèmes de protection ou d'autres équipements.

Installation ou entretien d'équipements électriques résidentiels ou commerciaux.

Commercialisation, sollicitation téléphonique ou représentation commerciale pour des produits ou programmes non réglementés.

Financement de projets ou d'achat d'équipement.

3. Toute activité indépendante des services d'électricité d'Hydro-Québec. On doit inclure une juste part des activités de soutien, de supervision et d'administration générale pertinentes.

Exemples:

Fourniture d'expertise technique ou administrative (documents, logiciels, sessions de formation, prêts d'employés).

Analyses légales, économiques ou financières pour des projets internationaux, participations et investissements, etc.

Construction, réfection, entretien ou gestion de réseaux à l'extérieur du Québec.

Développement ou commercialisation de technologies (appareils, logiciels, applications, brevets et licences).

Tests de laboratoire (résistance, conductivité, performance, etc.).

Gestion de déchets dangereux.

² Si exclue d'un programme commercial réglementé.

³ Si exclus d'un programme commercial réglementé.

MARCHE À SUIVRE PAR LE GESTIONNAIRE

- 1. UTILISER UNE FICHE D'IDENTIFICATION PAR ACTIVITÉ.**
- 2. RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS DE LA FICHE D'IDENTIFICATION.**
- 3. REGROUper LES FICHES DES ACTIVITÉS PRÉSUMÉES NON RÉGLEMENTÉES.**
- 4. SOUMETTRE CES FICHES À LA DIRECTION AFFAIRES RÉGLEMENTAIRES ET TARIFAIRES.⁴**

⁴ Selon les fiches soumises, les unités Planification et Contrôle (ou leur équivalent), Comptabilité corporative, et Affaires réglementaires de la division TransÉnergie seront mises à contribution pour l'analyse de ces cas. Les cas complexes pourraient faire l'objet de représentations spécifiques à la Régie de l'énergie.

FICHE D'IDENTIFICATION DES ACTIVITÉS NON RÉGLEMENTÉES

Instructions au gestionnaire:

1. Fournir les renseignements indiqués et les réponses appropriées à chacune des questions.
2. Soumettre les fiches complétées à la direction Affaires réglementaires et tarifaires (H2Z 1A4 - 17°).

Nom de l'activité:

Unité responsable:

Description sommaire:

Début: _____ Fin: _____

Numéro de centre de coûts, si existant: _____

Intégré au Plan directeur _____ ou au Plan d'affaires _____ (cocher).

Investissements totaux prévus: _____

Charges annuelles prévues, au coût complet: An 1: _____ An2: _____

An 3: _____

Revenus annuels prévus: An 1: _____ An2: _____ An 3: _____

Commentaires ou questions: _____

RÉPONDRE AUX QUESTIONS SUIVANTES

1. À quel endroit cette activité est-elle (ou sera-t-elle) réalisée ? Au Québec ? Ailleurs ? En totalité ou en partie ?

2. Pour qui cette activité est-elle (ou sera-t-elle) réalisée ? Un tiers ? Un client d'Hydro-Québec ? Un fournisseur ? Un partenaire ? Une filiale ? Veuillez donner le maximum de détails.

3. S'agit-il d'une nouvelle activité ? Ou est-ce une activité que vous accomplissez dans vos fonctions habituelles ? Un peu des deux ?

4. Comment considérez-vous récupérer vos investissements ou vos charges d'exploitation relatifs à cette activité ?

5. À votre avis, pourquoi cette activité devrait-elle être considérée non réglementée ?

Nom du gestionnaire:

Numéro de téléphone: _____

Signature et date:
